

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 603 17 février 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Saint Jean : Celui qui aime son frère demeure dans la lumière et le scandale n'est pas en lui. Mais celui qui haït son frère est dans les ténèbres et ne sait où il va parce que les ténèbres ont aveuglé ses yeux »

EDITO

COMMENT L'ÉCOLOGIE AFFAME LES POPULATIONS

Les écolos détiennent un pouvoir quasi mondial à l'abri d'une fausse religion et en utilisant de multiples chimères. La chimère du réchauffement climatique conduit à chercher à développer les bio-carburants qui ont peut-être de l'avenir. L'erreur vient de ce qu'ils sont encouragés par des mesures étatiques qui ruinent par ailleurs les populations, alors qu'il faudrait laisser jouer les marchés.

La presse nous informe que pour développer ces bio-carburants en Indonésie l'on utilise l'huile de palmiers qui, paraît-il, donne un très bon rendement.

Le résultat est que de grandes compagnies réalisent d'immenses plantations de palmiers à huile et pour cela chassent les paysans de leur habitat naturel où ils se nourrissaient normalement. Ces paysans vont grossir les villes ou souffrent de la faim en silence.

Bien entendu ils essaient de résister, mais c'est le pot de terre contre le pot de fer car les grandes compagnies ont beaucoup d'argent pour corrompre les dirigeants.

La chimère du réchauffement continue à s'effriter. Une étude publiée sur internet par une revue scientifique confirme que les changements climatiques actuels ne sont pas exclusivement gouvernés par le gaz carbonique CO₂. Les interactions sont multiples et inattendues ; une des conséquences devrait être un réchauffement moindre que prévu par les modèles climatiques lesquels, en particulier, non pas intégré l'impact des brouillards.

Une autre information précise qu'en sélectionnant des variétés de culture qui réfléchissent mieux les rayons du soleil on pourrait faire chuter la température de 1° centigrades en été.

Tout cela montre surtout l'extraordinaire complication de la machinerie que représente le climat. En témoignent aussi l'impossibilité qu'ont les météorologues de prévoir le climat à court terme, ce que les empêche pas de prévoir le climat pour dans 100 ans ceci au nom du principe que la planète serait en danger.

L'hiver en hémisphère nord est parfaitement exceptionnel, ce qui n'empêche pas les météorologues d'affirmer bravement que cela ne met pas en cause le réchauffement.

Ce dernier est devenu une sorte de religion universelle.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES BANLIEUES

Il y a eu lieu récemment un déjeuner au célèbre restaurant Fouquets Barrière sur l'intégration des musulmans.

Monsieur Albin Chalandon a déclaré : « L'islamisme est un pavé dans la mare. Les choses se passaient très bien et voila tout à coup que les musulmans aujourd'hui sont happés par l'influence de l'islamisme. Or l'islamisme est la négation de la civilisation à laquelle nous prétendons mais dont nous ne pensons pas être les promoteurs. C'est un nouveau défi qu'il faut franchir. À cela s'ajoute une espèce de détestation. J'ai été frappé de le voir chez les noirs africains... Vous n'imaginez pas le nombre d'attentats qui ont été préparés dans ce pays au cours des dernières années et qui ont pu être déjoués au dernier moment »

PARIS-CHICAGO

Suivant une étude remise au procureur de la république, les rixes se sont amplifiées au second semestre 2008 à Paris. Il y a une irrésistible ascension des bandes. Elles sont parfois ethniques mais aussi reposent sur d'autres critères. Les collèges et lycées sont souvent le ferment de ces bandes et il existe des bandes de filles.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

EST-CE UNE NUIT DU 4 AOUT ?

Gabriel Lévy
17 février 2009.

Première bonne nouvelle par ces temps de crise. Selon le Figaro du 17 février 2009 « *l'ambassadeur de France aux Etats-Unis refuse d'être augmenté* » de 25 %. Le quotidien précise que « *M. Pierre Vimond est le seul ambassadeur à avoir refusé l'augmentation de son indemnité de résidence, décidée par le Quai d'Orsay* ».

Ce n'est pas encore « l'abandon des privilèges », car la même édition nous informe de la rémunération de M. Jean-Pierre Jouyet, ci-devant ministre « d'ouverture » de la France jusqu'en décembre 2008. Il perçoit désormais, comme président de l'autorité des marchés financiers, la somme de 311 000 euros par an. S'agissant, pour une partie, d'une indemnité, il est probable que l'Etat ne l'impose que partiellement.

En 2007, nous avons fait le rêve de la rupture. Rêvons encore : demain, à son retour d'Alger, le président annoncera, au cours de son discours télévisé (à vocation sociale, nous dit-on), que l'état participera aux efforts des Français, en renonçant à la moindre dépense peu ou pas justifiée, en se privant, ainsi que sa femme, de missions à l'étranger dont nous sommes loin d'avoir perçu les succès.

Il est encore temps, car « *pour sauver (désormais) son crédit, il faut cacher sa perte (1)* ».

La drôle de paix dans la bande de Gaza ne doit qu'à l'Égypte, le recyclage du président syrien a été inutile, le Liban va basculer définitivement aux mains du Hezbollah aux prochaines élections, la coûteuse Union pour la Méditerranée est forcément moribonde, l'Abkhasie et l'Ossétie sont toujours des pays occupés, l'OSCE a été renvoyée, malgré des voyages incessants, la libération de Madame Betancourt ne « doit rien (!) » à la France, l'autre otage bi-national *pourrait* être échangé contre 1.400 terroristes, sans que notre président, auteur de bons mots, en constate la « disproportion ».

Nous sommes en crise, et la politique étrangère de la France est à la fois inefficace et disproportionnée par rapport aux ressources de nos concitoyens. En d'autre temps, M. Raymond Cartier écrivait « *la Corrèze plutôt que le Zambèze* ».

Ainsi, une délégation parlementaire à Gaza était-elle conduite, du 7 au 9 février, par le président de l'assemblée nationale. A la question posée par le quotidien la Provence : « *Que peut apporter la France à Israël et aux territoires palestiniens ?* », un membre de la délégation répondait : « *D'abord (sic) se concentrer en priorité sur l'aide humanitaire* ». Il ne s'agit donc pas d'imposer à nos "redevables" une paix immédiate, une paix qui permettrait à la France de ne pas tenir un guichet ouvert, sans se préoccuper de savoir si les impôts de ses contribuables, généreusement offerts, sont gérés sans risque, en « père de famille ». En effet, selon ce parlementaire : « *des moyens financiers sont débloqués pour la construction des réseaux d'eaux et d'électricité* ». Pendant ce temps-là, les roquettes peuvent continuer de pleuvoir et, tant pis si nos investissements sont immédiatement détruits, faute de ne pas avoir mis en garde ces irresponsables. Qu'importe ce n'est pas leur argent, mais le nôtre, imprudemment offert par nos dirigeants.

1- Jean de La Fontaine

François Guillaumat

Aujourd'hui, tous les économistes sérieux - à commencer par ceux du FMI - envisagent l'hypothèse de la faillite des États occidentaux.

Comment des États déjà couverts de dettes vont-ils financer leurs "plans de relance"? Relanceront-ils autre chose que la masse monétaire, justement à l'origine de la crise actuelle?

Même la vertueuse Allemagne peine à placer ses emprunts. L'épreuve de vérité se rapproche.

Ne va-t-on pas assister à l'effondrement planétaire de l'étatisme et du socialisme?

Qui expliquera aux habitants des Dom Tom et aux cheminots qu'ils sont à l'origine de la dette et de la ruine de la France ?

Pourquoi le pouvoir ouvre-t-il en grand les médias à l'extrême gauche qui n'a que des propositions débiles?

Des réponses dans ce dialogue entre Jean-Christophe Mounicq et Claude Reichman qui tous deux avaient prévu la grande crise depuis de nombreuses années.

<http://www.reichmantv.com/actualite1p.html>

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 16 FEVRIER 2009

5 A 10 % DU PIB

Le problème de l'enrichissement personnel des élus, des hauts fonctionnaires, des chefs syndicalistes et de tout l'ensemble des prédateurs publics est au coeur du désastre national généré par la République Fromagère (R.F.).

Cet enrichissement personnel représente entre cinq à dix % du PIB, et, si ce pourcentage paraît extravagant, nous allons voir qu'il est justifié. Il semble d'autant plus surprenant que le système est bien organisé pour échapper aux regards ; l'une des « valeurs » de la R.F. s'énonce ainsi : « pas vu pas pris ».

Tout est organisé en effet pour que les rapines, car il s'agit véritablement de rapines, se passent pour la plupart dans le secret et dans l'obscurité ; ce ne sont, certes, pas les bénéficiaires eux-mêmes qui briseront le silence.

Heureusement, les informations, même si elles sont très éparses, finissent par venir au jour ; elles sont finalement fort nombreuses et il suffit de les rassembler pour finir par comprendre en profondeur le désastre national bâti, organisé et consolidé sans cesse par les prédateurs pour leur propre bien-être avec au bout de la chaîne la paupérisation du peuple français.

Commençons par le plus visible, à savoir les rémunérations et les avantages divers en monnaie sonnante et trébuchante obtenus par les élus de tous niveaux ; quand nous évoquons les élus, n'oublions pas que leur nombre est écrasant et que, néanmoins, ils ne forment qu'une partie des grands prédateurs publics.

Il existe deux associations extrêmement puissantes et ne dépendant pas du tout des pouvoirs publics ce qui est rare et, peut-être, unique pour de puissantes associations : Contribuables Associés et l'Ifrap. Un pouvoir « Libérateur », s'il finit par arriver enfin, pourrait s'appuyer sur leur documentation ; il y trouverait exactement tous les chiffres, ainsi que les premières mesures libératrices à prendre sans tarder et la suite des autres.

Le Cri du contribuable, journal de Contribuables Associés, a publié dans des monographies ce que gagnent vraiment les élus avec un grand luxe de précisions. Dans le numéro 64, il se trouve que deux députés ont réagi à ces communications et leurs réactions sont fort instructives.

L'un des députés est, en plus, grâce aux cumuls coutumiers dans la R.F., vice-président d'un conseil général.

Cet élu se défend en indiquant : « Je travaille quatre-vingt heures par semaine, sept jours sur sept et près de 350 jours par an. ». Quel fabuleux médecin doit avoir ce vrai martyr de la R.F. !

Une ligne de défense plus sérieuse se dessine : « Alors, peut-être, que je coûte cher à mes administrés, mais combien je leur fais économiser aussi en frais de notaire et d'avocats ? Si je prenais à chaque fois 10 % des honoraires d'un notaire je gagnerais bien plus que mes indemnités d'élu ! »

Il ajoute qu'il a besoin de cinq collaborateurs. Nous enregistrons donc que ce sont de vrais collaborateurs et non pas des collaborateurs imaginaires ; d'autres informations montrent que pour beaucoup d'élus les indemnités pour collaborateurs reviennent en fait par des voies détournées dans leur propre escarcelle : gloire aux exceptions si elles existent ! Il indique aussi qu'il a besoin de ces cinq collaborateurs pour répondre à toutes les questions qu'on lui pose.

Ces paragraphes nous placent au coeur de la R. F. Les élus infligent au peuple français la « double peine » : la première est leur enrichissement personnel et la deuxième est l'ouragan des lois qu'ils fabriquent pour, ensuite, justifier en boucle leur prospérité sans égale.

Les avantages des cumuls sont prétendument plafonnés. Là aussi, il y a beaucoup à dire car, en dehors du plafonnement d'ailleurs pas total des indemnités, il y a les innombrables avantages annexes qui ne sont pas plafonnés du tout et qui constituent finalement l'essentiel de la richesse : voir la formidable armada des voitures avec chauffeur ce qui n'est qu'un seul exemple de la rivière argentée immense et peu connue des avantages informels ;

quelle est la valeur exacte, sur le marché des capitaux, du droit à vie à un parachute, bien plus doré que celui de certains PDG, les fonctions inutiles créées parfois de toutes pièces pour les heureux parachutistes n'étant jamais ensuite supprimées ?

Alors arrive un aveu sans doute échappé par hasard : « Il y a bien d'autres fromages (sic) dans la république comme le conseil économique et social » ; voilà au moins un élu qui a la franchise de se reconnaître comme « fromager » et nous lui en sommes reconnaissant.

Un autre député, dans le même numéro, donne son accord aux chiffres, ce qui est tout à fait estimable.

Mais il ajoute quelque chose d'extrêmement important : « Quand vous regardez ce que gagnent des différents élus il y a ce qui est visible : on sait quelle est l'indemnité perçue pour telle fonction. Ce qui est plus opaque c'est le train de vie qui est lié. Un député ou un sénateur de base en dehors de son indemnité de fonction, de l'indemnité représentative de frais de mandat et des indemnités de secrétariat a des avantages divers liés aux fonctions qu'il peut exercer au sein de l'assemblée ». Après avoir énoncé une multitude d'avantages informels, il indique clairement qu'il n'y a aucun contrôle sur le cumul des avantages. C'est une parfaite confirmation de ce qui est mentionné plus haut.

C'est pour cela qu'un calcul honnête, bien que très imprécis étant donné le désordre fabuleux des comptes publics, conduit à évaluer entre cinq et dix % du PIB le prélèvement abusif dont souffre l'économie française depuis des décennies et qui n'a fait que s'accroître depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy. La cascade des impôts et charges en résultant aboutit à la paupérisation générale et au chômage.

Pour terminer citons l'exemple d'un voisin vertueux à savoir la Confédération Suisse.

Les élus sont si peu rémunérés qu'ils sont obligés de continuer à exercer leur métier pour avoir un train de vie décent. Au lieu de fabriquer un déluge de lois souvent d'ailleurs inappliquées ou inapplicables, ils n'en votent qu'une centaine par an. Il n'y a que sept ministres ; ils vont à leur travail à pied et n'ont que trois collaborateurs chacun. La Suisse est très prospère et sur le plan international elle est, au moins, sinon plus aussi respectée que la France.

Rappelons ici un chiffre cruel : simplement 8 % des lois votées depuis la présidence de Nicolas Sarkozy ont été vraiment et totalement applicables.

Un pouvoir « Libérateur » devra renoncer absolument et pour lui-même au plus haut niveau à tout enrichissement personnel, ceci y compris à la rivière argentée des avantages informels, ceci par des mesures appropriées et vérifiables.

Sommes-nous sur le chemin ? Nullement,

Nous venons d'assister, non en réalité mais de très, très, loin aux détestables et ridicules cérémonies des vœux. Certains prédateurs un peu plus lucides que les autres voulaient courageusement freiner dans ce temps de crise. Un célèbre cumulard, du rang le plus élevé,

a indiqué au contraire qu'il fallait dépenser sans compter, le champagne favorisant la relance !!!

Le rêve de l'écrivain Henri Beyle, dit Stendhal, était de « manger au budget », ce qu'il réussit plusieurs fois dans sa vie. Nos prédateurs ont perfectionné la méthode : ils y mangent tous les jours de la vie.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

Nicolas SARKOZY :

« L'universalité de la France repose sur le métissage »

Camille GALIC, directrice de Rivarol :

« Sous le terme de diversité se dissimule la plus redoutable arme de destruction massive de notre nation »

REVUE DE PRESSE

LES VOLEURS DE LA REPUBLIQUE

L'on parle souvent avec gourmandise dans la presse des valeurs de la république qui ne sont en général que des valeurs trouées ; mais il y a aussi les voleurs de la république. Les journaux révèlent que 10 % du mobilier prêté aux ministères et aux ambassades est introuvable. Le ministère de l'intérieur essaye mais en vain de retrouver les oeuvres manquants.

10 % est un pourcentage tout à fait considérable. À titre d'un seul exemple, les 122 000 dépôts issus de la manufacture de Sèvres font l'objet d'une enquête. Or, selon des décomptes précis, qui viennent d'être rendus publics, environ 12 % de la collection manquent à l'appel.

Les déménagements sont une fréquente occasion de disparition de biens.

Lors d'un remaniement récent un ministre bien en vue avait emmené avec lui son bureau ainsi qu'un immense tapis des Gobelins sous prétexte d'en disposer à nouveau dans son nouveau ministère. Depuis lors personne n'en n'a plus entendu parler.

L'INSULTE DIPLOMATIQUE

Lors de sa récente interview, Sarkozy a expliqué que la baisse de la TVA au Royaume-Uni n'avait pas eu d'effet sur la consommation et à présenté le pays comme n'ayant plus d'industrie et des banques proches de la ruine.

Faudrait-il s'étonner que Gordon Brown a été plutôt irrité par ce jugement venant d'un pays prétendu ami ?

Sarko en a rajouté d'ailleurs en disant : « Franchement, quand on voit la situation aux États-Unis et au Royaume-Uni et on n'a pas envie de leur ressembler ».

BREVES ET LONGUES

LES NOUVEAUX IMPOTS :

Les innombrables et riches conseillers des princes galopent dans tous les couloirs des ministères pour chercher de nouveaux impôts en vue de payer le luxe des mêmes princes.

Il y a actuellement une taxe sur les autoroutes et il est projeté de la doubler. Le président de l'association des sociétés d'autoroutes la juge : « injustifiable, spoliatrice et inopportune ».

LA GUERRE DES CHEMINOTS

Nous vous avons souvent entretenu de la véritable guerre ouverte par les cheminots contre le peuple français. Comme dans toute guerre l'assaillant varie ces attaques. Il y avait déjà la grève de 50 minutes qui leur évite des dommages financiers et dérange toute la circulation.

Maintenant il y a la grève RTT.

Les cheminots arrêtent le travail le lundi ou le vendredi, histoire de prolonger leur week-end. Ils retournent en revanche travailler du mardi au jeudi. Résultat : ce roulement perturbe autant l'entreprise qu'une grève totale car cela désorganise tout le service.

En attendant, le trafic se démantibule partout. C'est ainsi que le Transilien est l'objet de multiples retards et la population qui l'utilise commence à se révolter. Indépendamment des grèves, l'une des causes des retards est le sous-équipement technique : la SNCF comme l'on sait étant toujours en perte financière ne peut pas investir normalement pour moderniser ses installations.

Également, de son côté, le drame des passages à niveau meurtrier ne cesse de tuer.

L'ILLETRISME

Les manifestations de l'échec permanent de la prétendue éducation prétendue nationale ne cessent de s'accumuler.

Un groupe de professeurs ont soumis 1 348 de leurs élèves de seconde au lycée à une dictée que l'on aurait donnée, en 1976 à des élèves de CM2. Il y avait 12 lignes avec des phrases et des mots fort simples.

Aujourd'hui, avec les méthodes de correction, appropriées, deux tiers des élèves ont eu zéro, 14 % ont eu juste de la moyenne. Près d'un élève sur deux a eu quinze fautes.

LE NOM DES RUES

Nous apprenons par le républicain lorrain que le maire de Metz voudrait changer le nom d'un certain nombre de rues : sont en cause la rue Cavaignac, le pont Déroulède et la rue Maurice Barrès au centre-ville.

Il serait reproché au général Cavaignac d'avoir été gouverneur de l'Algérie et d'avoir ensuite comme ministre de la guerre réprimé énergiquement des émeutes insurrectionnelles. Quant à Paul Déroulède et Maurice Barrès dont le rôle dans le retour de la Lorraine à la France est indiscutable il leur est reproché d'avoir été antidreyfusards.

Il est certain que ce problème du nom des rues existe partout.

À Paris, en particulier, il existe des références dans la dénomination des rues et dans celle des stations de métro à Lénine et à Staline, ces véritables déchets de l'humanité.

OBAMA ENCORE

L'état de grâce se termine vite pour Obama et les sondages commencent à descendre déjà.

Le voici embarrassé avec sa tante ; entrée clandestinement aux USA, elle a engagé une avocate pour avoir droit à l'asile, droit qui lui a été refusé en 2004.

Elle aurait du être renvoyée depuis longtemps dans le magnifique Kenya. Elle ne semble pas malheureuse et a été invitée à danser dans un des fameux bals

La difficulté est qu'il a beaucoup de tantes et d'oncles.

CHASSE AUX SORCIERES

La chasse aux sorcières ne s'arrête pas. Il y a une revue militaire qui s'appelle L'EPAULETTE. Pour illustrer une enquête sur le sens de l'honneur, cette revue a récemment publié un texte de WEYGAND. Rappelons qu'à ses innombrables titres de gloire, le général a en particulier ajouté celui d'avoir formé sur les instructions du maréchal Pétain l'armée d'Afrique pour reprendre le combat, ce qu'elle a fait après le débarquement américain en Afrique. Le célèbre général ayant été poursuivi abusivement après la libération sert de prétexte pour que des ennemis de l'armée demandent la démission du général qui dirige la revue.

Espérons qu'il saura les renvoyer dans leurs filets ! .

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

VACLAV KLAUS AU RESTAURANT LEDOYEN

La lutte pour la liberté de vivre et d'échanger est plus que jamais d'actualité

<http://www.claudereichman.com/articles/luttepourlaliberte.htm>

Je critique l'idéologie qui domine aujourd'hui l'Europe et que j'appelle l' « européisme ». Je crains bien que ce « conglomérat d'idées » hétérogène et bricolé, jamais présenté, élaboré, analysé ni défendu avec cohérence, n'ait pris, au cours des dernières années, une puissance énorme et qu'il n'influence notre pensée, nos politiques et notre mode de vie plus encore que nous n'en avons conscience.

Tels que je les envisage, les aspects principaux de l'européisme peuvent se résumer de la manière suivante:

- **La croyance en l' économie sociale de marché, et la diabolisation du libéralisme ;**
- **La confiance affichée envers la société civile, les ONG, le dialogue social, le corporatisme, aux dépens de la démocratie parlementaire classique ;**
- **Les entreprises de constructivisme social inspirés par la méfiance envers l'évolution spontanée de la société humaine ;**
- **L'indifférence envers les État-nations et une croyance aveugle en l'internationalisme;**
- **La promotion du modèle supra-nationaliste d'intégration européenne, au détriment de son modèle intergouvernemental.**

Non au politiquement correct

Quiconque a suivi le discours français en politique, philosophie, économie ou sociologie sait que ma position (c'est-à-dire mon désaccord profond avec la doctrine susdite) va directement à l'encontre des opinions politiquement correctes en France et, ce qui est probablement plus grave encore, des conceptions de l'intelligentsia française enracinées depuis des siècles.

Quelle que soit mon affection pour la France, pour moi ce pays est davantage celui de Colbert que celui de Bastiat, de Fourier et Saint-Simon plutôt que de Jean-Baptiste Say et de Turgot, et de Sartre plutôt que de Raymond Aron.

Ce n'est donc pas une surprise si on ne m'invite pas régulièrement à venir prendre la parole ici. Malgré toutes les autres questions d'actualité, la question de l'Europe et de son avenir me hante depuis la chute du communisme.

Cela ne devrait pas surprendre : l'affaiblissement constant de la démocratie et de la liberté d'échanger sur le continent européen, lié au processus d'unification européenne, est un phénomène inquiétant, surtout pour qui a passé la plus grande partie de sa vie sous l'autoritarisme et l'oppression extrêmes d'un régime communiste. Je considère, par conséquent, la marche vers une union toujours plus étroite (qui est l'un des principes essentiels de l'europhisme) comme un projet mal inspiré.

Cette ambition était la pierre angulaire de la Constitution européenne et demeure sans changement de fond dans sa nouvelle version, le traité de Lisbonne. Le passage progressif de la libéralisation et de la suppression de toutes sortes d'entraves à l'imposition massive par en haut de la réglementation et de l'uniformisation, un système redistributif toujours plus étendu et dépensier, les formes imaginatives, toujours plus compliquées, du protectionnisme, l'augmentation continue des fardeaux législatifs et réglementaires qui pèsent sur les entreprises, les pseudo-politiques de concurrence qui sabotent les marchés, les institutions de la monnaie unique, tout cela n'est que trop réel. Cela affaiblit et entrave la liberté, la démocratie et la responsabilité politique, pour ne pas parler de l'efficacité économique, de l'esprit d'entreprise et de la compétitivité.

Le droit de dire non

Le slogan de la présidence tchèque de l'UE, « L'Europe sans barrières », tente de remettre à l'ordre du jour les ambitions initiales de l'intégration européenne : la libéralisation, l'ouverture, la suppression des entraves et du protectionnisme.

Et à juste titre, parce que c'est plus que nécessaire. Si je ne cesse d'en parler c'est parce que je me soucie vraiment de l'Europe. Pour moi et pour mon pays, il n'y a jamais eu d'autre solution que l'adhésion à l'UE, mais dire cela n'implique pas que nous soyons disposés à avaler le dogme selon lequel la forme et les méthodes des institutions de l'UE seraient les seules possibles. N'en tenir qu'une seule pour sacro-sainte, comme la seule autorisée et politiquement correcte, est inacceptable.

Le droit du peuple de choisir entre dire "oui" ou "non" à la Constitution européenne et autres traité de Lisbonne, ou à tout autre document, devrait être tenu pour sacré.

C'est ce droit-là qui constitue la véritable substance (et le sens) de l'Europe.

Les attaques contre ceux qui osent dire « non » aux tentatives faites pour accélérer l'approfondissement de l'Union européenne, lesquelles constituent l'essence et le but du traité de Lisbonne, sont autant d'attaques contre la nature véritable de l'Europe.

L'hystérie écologique

Cela étant dit, permettez-moi d'aborder deux autres questions je considère importantes. Je vois un autre problème énorme dans l'écologisme et dans sa forme actuelle la plus agressive – l'hystérie autour du réchauffement de la planète. Cette idéologie est progressivement devenue l'un des chevaux de Troie les plus efficaces pour pousser à une intervention de l'Etat toujours accrue dans tous les domaines de la vie, de même que pour étouffer la liberté humaine et la prospérité économique.

Je suis frustré de voir que cette idéologie-là n'ait pas assez été mise en cause tant par les climatologues que par d'autres. On entend tout le temps une propagande unilatérale, et pas les arguments sérieux qui s'y opposent.

Il est tout aussi évident que ce débat-là doit aller au-delà de la seule climatologie. Nous ne devons pas accepter la division des êtres humains entre les climatologues et nous autres, ignorants et plutôt naïfs. Le débat sur le réchauffement de la planète est une question complexe et la climatologie n'en représente seulement qu'une partie. Et dans ce débat, il y a un rôle particulier pour la profession des économistes, parce que nous, nous avons mis sur pied une branche de notre science qu'on appelle la « théorie économique du réchauffement ».

Les économistes doivent se faire entendre, prouver que les ressources ne sont pas épuisables, y compris l'énergie, à condition qu'on les utilise rationnellement, ce qui veut dire avec des prix non faussés et des droits de propriété correctement définis. Ils doivent publier des études complètes sur les coûts et les avantages des mesures et politiques "vertes" qu'on veut nous imposer aujourd'hui.

Ils doivent rendre accessibles, même aux non spécialistes, nos arguments sur la relation complexe entre les divers horizons de prévision (que la théorie économique traite sous le nom d'actualisation).

Ils doivent ramener au raisonnement économique élémentaire sur l'évitement rationnel du risque (ce qui contribuerait à discréditer le principe de précaution, principe indéfini d'aveuglement volontaire, dont se servent les écologistes), et remettre en avant le rôle positif des marchés, des prix et des droits de propriété et sur les conséquences tragiques de la nuisance étatique qui naîtra inévitablement de prétentions telles que contrôler le climat de la planète.

Le marché n'a pas à porter le chapeau des erreurs politiques

La troisième question que je souhaiterais mentionner ici aujourd'hui, est l'actuelle crise financière et économique.

Je viens à peine de passer trois jours entiers sur ce sujet lors du Forum économique mondial à Davos, et mon impression est qu'on empêche de s'exprimer la rationalité et la science économique, ou qu'on les a perdues de vue.

Cette crise économique très déplaisante, qui s'approfondit de jour en jour, il faudrait reconnaître qu'elle est un phénomène économique banal, en tant que conséquence inévitable d'une longue manipulation du marché par les hommes politiques et donc comme un "juste" prix à payer. Les tentatives de ceux-ci pour faire porter le chapeau au marché, au lieu de le porter eux-mêmes, sont inacceptables et on doit les rejeter résolument.

Leurs activités visant à "réformer" le système économique, sont toutes extrêmement contestables et, comme je l'ai dit à Davos, ces réformes commencent à me faire plus peur que la crise elle-même.

Pour trouver les moyens d'en sortir, il faut - pour utiliser une analogie - distinguer strictement la lutte contre l'incendie de la mise au point d'une législation préventive contre l'incendie. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est se concentrer sur la première tâche, la seconde peut s'exécuter progressivement, sans précipitation ni panique. Accroître massivement le champ de la réglementation financière, comme on se propose de le faire aujourd'hui, ne fera que prolonger la récession.

La demande globale a besoin d'être soutenue. Une manière traditionnelle de le faire est d'accroître les dépenses publiques, principalement sur des projets d'infrastructure, à la condition qu'il y en ait de disponibles. Il serait pourtant beaucoup plus efficace d'entreprendre une réduction radicale de toutes sortes d'entraves aux initiatives privées imposées depuis un demi-siècle, pendant l'ère du « Meilleur des mondes », de l'« économie sociale et écologique de marché ».

La meilleure chose à faire tout de suite serait d'atténuer temporairement, voire définitivement, différentes "normes" sociales, de travail, d'environnement, de santé et autres, car c'est elles, plus que toute autre chose, qui bloquent l'activité des hommes. Lorsqu'il y a 20 ans le communisme tombait, je n'aurais jamais pensé subir un degré d'ingérence dans ma propre existence tel que je le subis aujourd'hui.

C'est pourquoi je suis persuadé que la lutte pour la liberté de vivre et d'échanger demeure totalement d'actualité.

Certains d'entre nous peuvent être trop sensibles à cet égard, mais je suis sûr qu'il ne s'agit pas - en principe - d'un excès de sensibilité de notre part. Ce dont il s'agit, ce sont les dangers réels que nous voyons autour de nous. C'est de certains d'entre eux que j'ai tenté de parler.

Vaclav Klaus

Ce document a été communiqué par François Guillaumat et par Claude Reichman

http://www.libres.org/francais/editorial/020209_etat_maximum.htm

ETAT MAXIMUM, SERVICE MINIMUM

Jacques Garello, 2 février 2009

L'Etat français, ayant atteint une taille hors du commun, est de moins en moins capable de fournir le minimum des services qu'on pourrait attendre de lui.

La grève de jeudi en est une illustration saisissante et, à mon sens, lamentable.

Une fois de plus la France aura été neutralisée par une infime minorité de syndicalistes et, une fois de plus les administrations n'auront pas assuré le « service minimum » qui aurait permis aux non-grévistes, aux familles et aux Français moyens de ne pas être tenus en otages.

Le service minimum avait été l'une des promesses électorales de Nicolas

Sárközy mais, ici comme ailleurs, il n'en a cure : passé le vote, passées les promesses.

De façon plus générale l'Etat français est devenu tellement énorme, tellement obèse, qu'il est totalement frappé d'impuissance. Ce n'est pourtant pas faute de gesticuler : notre souverain s'occupe de tout, il défend l'emploi, relance l'économie, reconstruit la justice, supprime la publicité dans les télévisions publiques, ramène la paix au Moyen Orient, redessine l'Europe. Mais il a été incapable de supprimer les 35 heures, ni l'impôt sur la fortune. Il a été très capable au contraire de nommer un socialiste théoricien de l'économie planifiée à un poste de direction de l'UMP, et il aime prendre le conseil de tous intellectuels de gauche. La coupe est réellement pleine.

Le nouveau discours sur « le retour de l'Etat » laisse entendre qu'il y a quelque chose au sommet de la nation autre que les creux discours des énarques et ministres serviles. Mais le roi est nu. Il n'y a pas d'argent pour financer les relances sectorielles. Le « fonds souverain » est dans une poche percée. Mais, pire encore, la moindre initiative élyséenne est immédiatement tournée en ridicule par des lycéens, des instituteurs ignorants, des syndicalistes tout-puissants. Le vrai gouvernement de la France est dans ces syndicats terroristes, assurés de l'impunité et de la grande complaisance des médias, maîtrisant le transport, l'énergie, l'éducation, la culture.

Je pensais que l'un des attributs du pouvoir est la souveraineté, à savoir qu'il ne peut y avoir sur un même territoire cohabitation de plusieurs sources du droit. Point du tout : le pouvoir n'est pas à l'Elysée, il est dans la rue. D'ailleurs tout le monde au gouvernement est paralysé par la peur : la hantise du dialogue avec les « partenaires sociaux » (le bourreau est partenaire du guillotiné), la référence incessante à la concertation, la préservation à tout prix de la « paix sociale », tout cela délite le pouvoir, ridiculise les gouvernants, et finit par caricaturer la fonction présidentielle. Nous sommes revenus à ce que Jean François Revel

appelait « l'absolutisme inefficace ».

L'obésité mène au diabète – on ne cesse de nous en avertir. Mais le diabète conduit à son tour à la cécité. Trop gros, trop impotent, l'Etat français devient aveugle. Il est dans l'impossibilité de voir plus loin que le prochain sondage ou la prochaine élection Celle qui va concerner l'Europe au printemps prochain ne sera pas triste. Mais il est hors de question de s'attaquer à deux questions, au demeurant liées, qui vont largement conditionner le taux de chômage dans les mois à venir : les charges salariales (donc la compétitivité internationale) et la Sécurité Sociale. On continue à faire comme si les déficits de l'assurance-maladie et des retraites étaient purement conjoncturels, alors qu'ils sont structurels. Mais oser regarder l'horizon 2012 et savoir ce que seront alors les déficits, la dette accumulée, le service de la dette, les suppléments de cotisations et l'amputation des prestations, cela n'intéresse pas l'Etat maximum.

Le sort réservé à la jeunesse n'est pas non plus l'objet de beaucoup d'intérêt. On fait un cinéma sur les discriminations positives, l'abandon de la culture générale, mais on n'envisage pas de soustraire les enfants à cette meute d'instituteurs dont on ne voit pas ce qu'ils peuvent apporter à la jeunesse sinon l'inculture, l'exclusion sociale et le nihilisme. Personne n'envisage sérieusement d'introduire quelque élément de concurrence entre les établissements, de sanctionner les mauvais maîtres et de promouvoir les bons.

Chaque fois que ces perspectives du moyen terme sont évoquées, on s'abrite derrière les « évolutions remarquables et les réformes audacieuses » entreprises par les ministres successifs de la santé, du travail, de l'Education Nationale. Ils n'ont fait à ce jour que des ronds dans l'eau.

L'Etat maximum doit se mettre d'urgence au régime. Il doit se délester d'un secteur public pléthorique, inefficace et incivique. L'Etat doit assurer les missions minimales qui légitiment les impôts et les fonctionnaires : protéger les biens et les personnes, garantir les droits de propriété, assurer la liberté du travail, la liberté d'installation, mettre fin aux deux monopoles surannés de la Sécurité Sociale et de l'Education Nationale.

Pour l'instant, l'Etat suffoque, il plie sous son propre poids, et se trouve bien mal armé pour faire face à la fronde des parasites, et assumer le minimum de services publics.
